

Sommaire

Les auteurs

Matthieu Bonduelle est magistrat. Il est vice-président chargé de l'instruction au TGI de Paris, après avoir exercé à Mulhouse, Bobigny et Créteil. Ancien secrétaire général et président du SM, il a coécrit *Contre l'arbitraire du pouvoir. 12 propositions* (La Fabrique, 2012) et *Le parcours judiciaire de l'enfant victime* (Érès, 2015).

Jean-Claude Bouvier est magistrat. Vice-président chargé de l'application des peines au TGI de Paris, il a été secrétaire général du SM et membre du conseil d'administration de l'Observatoire international des prisons (OIP). Ancien membre du comité de rédaction de *Justice*, il a coécrit le premier *Guide du prisonnier* (Éditions de l'Atelier, 1996).

Thibault Ducloux est doctorant en sociologie (LabEx TEPESIS/EHESS), membre de l'équipe ETT (Enquêtes, Terrains, Théorie) du Centre Maurice Halbwachs. Ses recherches portent sur la sociogenèse du besoin « spirituel » en détention.

Jacques Faget est juriste et sociologue. Directeur de recherche émérite au CNRS (Centre Émile Durkheim, Sciences Po Bordeaux), il est notamment l'auteur de *Médiations : les ateliers silencieux de la démocratie* (Érès, 2015) et de *Sociologie de la délinquance et de la justice pénale* (Érès, 2013).

6

CARTE BLANCHE

à Geneviève Giudicelli-Delage

POUR L'ÉGALE DIGNITÉ

Simone Gaboriau est magistrate honoraire. Elle a notamment été présidente du TGI de Limoges et présidente de chambre à la cour d'appel de Paris. Ancienne présidente du SM, elle a représenté celui-ci au conseil d'administration de l'association Magistrats européens pour la démocratie et les libertés (MEDEL) entre 2009 et 2017.

Geneviève Giudicelli-Delage est professeure émérite de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Spécialiste de droit pénal européen et international, elle est rédactrice en chef de la *Revue de science criminelle et de droit comparé* depuis 2002 et a publié de nombreux articles et ouvrages, notamment *Droit pénal des affaires* (Dalloz, 6^e éd., 2006) et *La minorité à contresens. Enfants en danger, enfants délinquants* (Dalloz, 2014, avec Christine Lazerges).

Arnaud-Dominique Houte est historien. Professeur d'histoire contemporaine à Sorbonne Université, il a notamment écrit *Le métier de gendarme au XIX^e siècle* (PUR, 2010) et *Le triomphe de la République (1871-1914)* (Seuil, 2014). Il a également codirigé *Au voleur ! Images et représentations du vol dans la France contemporaine* (Publications de la Sorbonne, 2014).

11

LE DOSSIER

QU'EST-CE QU'UN JUGE IMPARTIAL ?

12 • Impartialité et subjectivité

Benoist Hurel

21 • De l'impartialité à la neutralité

Critique à deux voix d'un devoir dévoyé

Matthieu Bonduelle et Thérèse Renault

27 • L'acte de juger et ses biais

Jacques Faget

Benoist Hurel est magistrat. Après avoir exercé notamment au parquet de Créteil, il est vice-président chargé de l'instruction au TGI de Paris, spécialisé en matière de criminalité organisée. Ancien conseiller du maire de Paris et du garde des Sceaux, il a également été secrétaire général adjoint du SM.

Elsa Johnstone est magistrate. Juge d'instruction au TGI de Paris, après avoir été juge placée pendant quatre ans au sein des cours d'appel de Douai et Paris, elle est membre du SM.

Gaëlle Martin est magistrate. Elle est actuellement vice-présidente chargée du service du tribunal d'instance de Digne-les-Bains, après avoir exercé les fonctions de juge placée dans le ressort de la cour d'appel de Douai, de juge aux affaires familiales à Lille et de juge notamment à Évry et à Pointe-à-Pitre.

31 • La harangue de Baudot, plaidoyer pour une impartialité réelle

Simone Gaboriau

38 • Le bon juge Magnaud et l'imaginaire de la magistrature à l'aube du XX^e siècle

Arnaud-Dominique Houte

Maëlle Maugendre est professeure documentaliste dans un collège en Seine-Saint-Denis. Elle a consacré sa thèse d'histoire au devenir des femmes espagnoles réfugiées sur le sol français entre 1939 et 1942. Elle poursuit ses recherches sur la question de la visibilité des femmes en histoire, en particulier sur les anarchistes espagnoles dans les années 1920.

Caroline Mecary est avocate aux barreaux de Paris et du Québec. Spécialiste des droits des familles et des discriminations, elle a été la première avocate à défendre les familles homoparentales en France. Elle est notamment l'auteure de *L'amour et la loi* (Alma Éditions, 2012). Ancienne coprésidente de la Fondation Copernic, elle est également conseillère de Paris.

Sylvie Monteillet est écrivaine publique-biographe. Elle est administratrice de l'Académie des écrivains publics de France (AEPF).

43

VARIA

44 • Détecter et prévenir

Le droit pénal saisi par la dangerosité

Jean-Claude Bouvier

49 • Le long chemin de l'accès à la justice en outre-mer

Juliane Pinsard

54 • Refuser d'accueillir

La France et les « indésirables » de la Guerre d'Espagne

Maëlle Maugendre

59 • « La religion en prison » : réel et effet de réalité

Thibault Ducloux

Juliane Pinsard est magistrate.

Elle est juge de l'application des peines au TGI de Saint-Pierre de la Réunion, après avoir exercé ces fonctions au TGI de Vesoul. Elle est secrétaire nationale du SM.

Thérèse Renault est première conseillère des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel.

Elle exerce les fonctions de rapporteure publique au tribunal administratif de Paris. Elle est membre du Syndicat de la juridiction administrative (SJA).

63

LES RUBRIQUES

JUSTICE PARTOUT

64 • La justice dans la transition politique au Burkina Faso

Isabelle Saliou

JUSTICE POUR TOUS

70 • Écrivain public, un vieux métier d'avenir

Sylvie Monteillet

AUDITION LIBRE

74 • « On ne rend pas de justice propre sans se salir les mains »

Entretien avec Anne Landois

GUÉRILLAS JURIDIQUES

81 • Conquérir des droits pour les personnes LGBTI

Caroline Mecary

SOUVERAINS PONCIFS

86 • La procédure de surendettement, un cadeau fait aux pauvres ?

Gaëlle Martin

PIÈCES À CONVICTION(S)

90 • Livres, films, etc.

Isabelle Saliou est magistrate. Actuellement en poste à l'Inspection générale de la Justice, elle a été détachée auprès du ministère des Affaires étrangères et du Développement international en qualité de conseillère technique du ministère de la Justice du Burkina Faso d'octobre 2013 à octobre 2015. Elle est membre du SM.